



# COMMUNIQUÉ

## AU CŒUR DES SECTIONS SYNDICALES

Le 8 juillet 2020

Contacts :

Marc BAILLION, 06 23 98 01 10

Roland CHAMEROIS, 06 23 00 94 34

Michel PIERRE, 06 79 69 04 89

### **Airbus : Plan Social « Odyssey » Mouvement d'action des salariés du 8 juillet 2020**

Le 8 juillet 2020, 8 000 salariés toulousains d'Airbus se sont rassemblés à Blagnac sous les fenêtres du PDG Guillaume Faury afin de manifester leur colère et leur incompréhension face aux récentes annonces de suppressions de postes massives (15 000 dans le monde dont 5 000 en France).

Une délégation intersyndicale (CFE-CGC, CFTC, FO et CFDT) a été reçue par Thierry Baril, DRH d'Airbus. Elle a pu exprimer ses positions et inquiétudes concernant les salariés d'Airbus et plus largement sur l'état alarmant de la filière aéronautique dans ses principaux bassins d'emploi.

La Direction a confirmé qu'elle souhaitait éviter le recours à des mesures de départ contraint, mais ne pouvait le garantir, compte tenu de la profondeur de la crise. Des négociations vont s'ouvrir avec l'objectif de réduire le nombre de suppressions de postes et le risque de licenciements secs.

La mise en œuvre de l'Activité partielle de longue durée (APLD) sera au cœur de ces négociations, mais ce type de mesures ne peut s'appliquer que dans des domaines bien ciblés de l'entreprise. La Direction entend aussi négocier un accord de performance collective. Sur la question des départs dans le cadre de mesures d'âge. Thierry Baril a insisté sur le fait qu'une aide gouvernementale serait la bienvenue.

La CFDT interviendra auprès des instances régionales et gouvernementales afin d'obtenir tout le support nécessaire pour Airbus. Cependant, l'État français contribue déjà largement à maintenir l'emploi dans l'entreprise en finançant le dispositif d'activité partielle actuellement en vigueur et le Gouvernement vient aussi de s'engager à financer le dispositif APLD pour toute la filière aéronautique y compris Airbus.

La CFDT souligne qu'elle a récemment signé chez Safran un accord comportant des aides importantes au départ en retraite à la charge de l'entreprise. Airbus doit trouver les moyens de financer ce type de mesures pour ses salariés.

Rappelons-nous qu'il y a peu de temps Airbus dépensait des milliards d'euros afin de rétribuer ses cadres dirigeants à travers des LTIP (Long Term Incentive Plan/Stock-Options) et rachetait sur les marchés une partie de ses actions pour les détruire au grand bénéfice des actionnaires.

Pour la CFDT, l'argent des contribuables serait mieux utilisé pour soutenir les PME/PMI en souffrance au sein de la filière aéronautique.